



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/22/Add.1
3 juillet 2008

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-cinquième réunion
Bangkok, 14-18 juillet 2008

Addendum

**AMENDEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE
LA BANQUE MONDIALE POUR 2008**

- Remplacez les rangées suivantes du tableau 1 :

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Préparation de projets pour les plans d'élimination de HCFC :			
Équateur	Préparation de plan de gestion des HCFC	80 000	
Philippines	Préparation de plan de gestion des HCFC	230 000	
Thaïlande	Préparation de plan de gestion des HCFC	250 000	
Viet Nam	Préparation de plan de gestion des HCFC	230 000	

par

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Préparation de projets pour les plans d'élimination de HCFC :			
Équateur	Préparation de plan de gestion des HCFC	80 000	150 000
Philippines	Préparation de plan de gestion des HCFC	230 000	195 000
Thaïlande	Préparation de plan de gestion des HCFC	250 000	195 000
Viet Nam	Préparation de plan de gestion des HCFC	230 000	195 000

Les documents de pré-session du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

- **Remplacez** les paragraphes 18 et 19 par les paragraphes suivants :

18. La Banque mondiale et le Secrétariat ont poursuivi leurs discussions sur les coûts de préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC, après l'émission du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/22, plus particulièrement dans les pays où la Banque mondiale est la seule agence d'exécution. Dans ces discussions, la Banque mondiale est convenue de l'approche proposée par le Secrétariat et a aussi accepté de modifier les coûts demandés pour la Thaïlande, les Philippines et le Vietnam à 195 000 \$US, conformément au tableau des coûts habituels proposés par le Secrétariat. Ces coûts ont été modifiés comme indiqué dans le tableau des tâches ci-dessous :

Tâche	Coût (\$US)
Examen des politiques et des activités financées par le Fonds multilatéral (y compris des visites sur le terrain aux entreprises de mousses et de solvants ayant déjà reçu une assistance financière du Fonds multilatéral)	30 000
Analyse de la consommation de HCFC (comprenant l'examen des données communiquées en vertu de l'article 7 et une enquête réelle des industries des secteurs des mousses, des solvants, de la réfrigération, de la climatisation et des extincteurs d'incendie)	50 000 (consultants locaux) 20 000 (consultants internationaux) 10 000 pour les ateliers de parties prenantes
Examen des technologies de remplacement et des bienfaits potentiels pour le climat (économie d'énergie) en tenant compte de l'état des marchés de l'importation et de l'exportation	25 000 (experts internationaux)
Elaboration des stratégies possibles et des plans d'action à court et à moyen terme, et de plans de mobilisation des ressources	60 000
Total	195 000

19. Au cours de ces discussions, la Banque mondiale s'est inquiétée du fait que la consommation de HCFC-141b en Équateur pourrait retenir plus d'attention que prévu et a donc demandé que le montant prévu pour la préparation du projet soit augmenté à 150 000 \$US, conformément au tableau des coûts habituels du Secrétariat. Cette demande a été jugée raisonnable et a été acceptée par le Secrétariat.

19 *bis*. En ce qui concerne la demande de préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC pour les autres pays visés par l'amendement du programme de travail de la Banque mondiale (c.-à-d., la Chine, l'Indonésie et la Turquie), comme ces pays comptent plusieurs agences d'exécution (autres que la Banque mondiale), aucun accord n'a été convenu au sujet du montant final pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC, de sorte que la question demeure en instance.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

19 *ter*. Compte tenu de ce qui précède, le Comité exécutif pourrait souhaiter approuver les plans de gestion de l'élimination des HCFC pour l'Équateur, les Philippines, Thaïlande et le Viet Nam aux montants recommandés par le Secrétariat, dans le tableau 1, ci-dessus.

19 *qua*. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note que les demandes relatives à la préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC pour lesquelles aucun accord n'a été conclu demeurent en instance.
